

Tuer le messenger



Par Guillermo Alvarado

Dans l'Antiquité, lorsqu'un monarque ou un membre proéminent de sa cour recevait de mauvaises nouvelles, que ce soit de la guerre, des habituelles intrigues au Palais ou de toute autre nature, la première réaction était tuer le malheureux qui était porteur du message. Cela démontre combien, déjà à cette époque-là, perturber le pouvoir avec certaines informations était une tâche très dangereuse.

Les choses ont peu changé. Il suffit de s'arrêter sur les résultats d'un résumé élaboré par la Commission qui enquête sur les attentats contre les journalistes, un organe appartenant à la Fédération Latino-américaine de Journalistes, la FELAP, de par son sigle en espagnol. On peut constater que depuis 2006 et jusqu'à maintenant, un total de 401 journalistes ont été assassinés, la grande majorité d'entre eux, pour s'acquitter des tâches inhérentes à leur profession.

Le Mexique va en tête de liste avec une large marge. 146 communicateurs tués durant cette période. Ces statistiques font de ce pays le plus risqué pour ceux dont la fonction sociale est d'informer la population sur des faits de l'actualité, analyser leurs causes et prévoir leurs conséquences.

Ce pays vit une guerre sourde, qui ne peut plus être qualifiée de basse intensité à cause des victimes qu'elle provoque depuis que les autorités mexicaines ont décidé de suivre les ordres de Washington de livrer en territoire mexicain le combat contre le trafic de drogue et d'autres formes du crime organisé, dont la cible est d'atteindre le territoire étasunien, le plus grand marché de stupéfiants de la planète.

Il s'agit d'un affrontement où les Mexicains mettent les morts et les États-Unis les armes, pour la plus grande joie du complexe militaire industriel-

Au Honduras, avant le coup d'état qui a évincé le président Manuel Zelaya, en 2009, deux assassinats de journalistes: un en 2007 et un autre l'année suivante.

Après le putsch, une escalade d'assassinats contre ce secteur s'est produite, tout particulièrement contre les journalistes qui critiquaient les autorités au pouvoir. À l'heure actuelle le nombre de journalistes assassinés au Honduras s'élève à 58, ce qui est surprenant dans un pays qui prétendument vit en "démocratie".

Les choses ne vont pas très bien non plus au Brésil, le géant sud-américain où ces 12 dernières années 47 communicateurs ont été tués. La Colombie vient derrière avec 38 dans cette période.

Le Guatemala est un autre pays affecté par ce fléau. 30 journalistes y ont été criblés de balles. La quasi totalité était liée à des enquêtes sur des affaires de corruption impliquant des fonctionnaires publics et sur les actions du narcotrafic.

Cuba ne figure pas sur la liste de la Commission de la FELAP. Le dernier assassinat d'un journaliste dans notre pays a été perpétré cela fait 59 ans, plus exactement le 13 mai 1958. La police du dictateur Fulgencio Batista a abattu le correspondant équatorien Carlos Bastidas Argüello, qui avait passé quelques semaines à la Sierra Maestra, pour rapporter les activités du Mouvement 26 juillet, dirigé par le commandant en chef, Fidel Castro.

Tuer le messager est encore de nos jours une pratique néfaste de certains secteurs de pouvoir, qui ont trempé dans les réseaux de la corruption, attirés par l'impressionnant pouvoir financier du crime organisé, ainsi que de certaines grandes corporations transnationales qui cherchent à obtenir de recettes fabuleuses et qui sont prêtes à payer ou à tuer pour faire taire la dénonciation sociale et conserver leurs privilèges.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/128714-tuer-le-messenger>



Radio Habana Cuba